

Pour une réforme laïque de l'Église

Hervi Lara Bravo

Numéro 802, mai-juin 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90550ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lara Bravo, H. (2019). Pour une réforme laïque de l'Église. *Relations*, (802), 10-11.

guérison. La guérison est ici un mode de résistance à l'extraction et au transport d'énergies fossiles et, pour les Wet'suwet'en, une énième affirmation en actes de leur autorité sur leurs territoires.

Ce site est occupé par la maison Unist'ot'en depuis longtemps avant l'arrivée des premiers colons. Sur la route forestière qui y mène, une barrière a aussi

été érigée. Pour la franchir, les visiteurs doivent répondre de manière satisfaisante à cinq questions sur leur identité et leurs intentions. En appui au camp Unist'ot'en et pour le protéger d'interventions policières, Gidimt'en, l'un des cinq clans wet'suwet'en, a établi une autre barrière plus bas sur la même route. Le consortium Coastal GasLink, formé de plusieurs entreprises pétrolières et gazières, a donc demandé une injonction pour faire lever ces barrières bloquant l'accès des travailleurs au site de construction de son gazoduc. L'intervention des forces tactiques de la GRC, en février dernier, visait à faire appliquer cette injonction. Quatorze personnes ont été arrêtées à la barrière de Gidimt'en. Sous la menace d'un second raid par les forces policières, celle d'Unist'ot'en a été levée.

Or, un peu comme si les ancêtres wet'suwet'en étaient intervenus pour répliquer à ce coup de force colonial, des pointes de flèches anciennes ont été déterrées sur un site de construction. Conformément à la loi provinciale, qui prévoit que les sites datés d'avant 1846 (année de la « déclaration de la souveraineté britannique ») doivent être laissés intacts, les travaux ont été suspendus.

Mais il ne s'agit là que d'un nouvel exemple du fait que sur les territoires des Wet'suwet'en, les gouvernements et les entreprises ne se conforment qu'aux lois coloniales, au mépris de l'Anuk Nu'at'en. ☹

POUR UNE RÉFORME LAÏQUE DE L'ÉGLISE

Un synode laïque s'est réuni au Chili en janvier dernier pour chercher une sortie à la crise que traverse l'Église catholique.

Hervi Lara Bravo*

L'auteur est professeur de philosophie à l'Université Alberto Hurtado de Santiago au Chili

La première Assemblée nationale des laïques du Chili, appelée aussi Synode laïque, s'est réunie au Sanctuaire San Alberto Hurtado de Santiago, du 5 au 6 janvier 2019. Plus de 350 catholiques provenant de toutes les régions du pays y ont participé. L'objectif était d'initier la reconstruction de l'Église catholique du Chili, dévastée par les crimes sexuels commis « par ceux qui avaient pourtant pour mission de veiller sur le peuple de Dieu », comme le soulignait la convocation officielle, dont le titre était *Cheminons ensemble de la douleur à l'espérance*. On y faisait aussi allusion à la *Lettre au peuple de Dieu en marche au Chili*, écrite le 31 mai 2018 par le pape François, qui s'adressait ainsi aux laïques: « Avec vous, nous pouvons générer la transformation qui, plus que nécessaire, devient impérative. Sans vous, rien ne peut être fait. »

VENEZUELA

Échec à la guerre

La position du Canada dans la crise politique et humanitaire qui secoue le Venezuela fait le jeu d'une tentative de « changement de régime » orchestrée par les États-Unis. C'est ce que dénonce le collectif Échec à la guerre dans une déclaration appuyée par plus de 320 personnes et une trentaine de groupes, dont le Centre justice et foi. Le Canada et la majorité des pays membres du groupe de Lima se sont officiellement prononcés contre une intervention militaire extérieure pour renverser le gouvernement de Nicolás Maduro, mais ils appuient le président auto-proclamé Juan Guaidó. Ils s'alignent ce faisant sur la position des États-Unis, qui ont proféré à répétition des menaces d'intervention militaire contre le Venezuela. Le collectif Échec à la guerre invite donc le Canada à respecter la souveraineté vénézuélienne et le droit international en renonçant entre autres à toute prise de position en faveur d'un camp ou l'autre, en s'opposant à toute sanction économique contre le pays et en soutenant activement les efforts impartiaux de médiation comme le Mécanisme de Montevideo, proposé par le Mexique, l'Uruguay et le CARICOM. La déclaration peut être signée au: <echecalaguerra.org>.

COOP
UQÀM

**PENSER
ENSEMBLE
À DES SOLUTIONS
POUR TOUS ?**

coopuqam.com



Privilégiant un processus participatif d'écoute et de dialogue, le Synode laïque a attribué les causes de la crise au cléricisme, à l'abus de pouvoir, à la négligence et à l'absence d'esprit critique des laïques. Au terme de ce processus de discernement communautaire, le Synode laïque s'est engagé à transformer les structures de pouvoir dans l'Église en intégrant les laïques aux processus décisionnels, en mettant l'accent sur la participation des femmes aux instances de responsabilité et en renforçant et renouvelant les processus de formation des catholiques. Il entend aussi éradiquer la culture d'abus de pouvoir, exiger justice et réparation pour les victimes d'abus sexuels, et enfin, créer un environnement sain et sécuritaire pour toutes et tous au sein des diverses instances ecclésiales.

Ce synode a aussi fourni l'occasion de rêver « d'une Église constituée de communautés de base, orantes, prophétiques et libératrices, recherchant la justice », comme il est dit dans la déclaration de clôture. Une Église non cléricale et non autoritaire, distante du pouvoir et de la richesse. Le document final faisant état des différentes orientations et résolutions du Synode laïque, qui sera disponible dans quelques mois, servira de base au travail pastoral dans les différents milieux ecclésiaux.

Un tel synode laïque constitue une nouveauté dans l'Église, car ce genre d'assemblée délibérante sur les problèmes de l'Église n'est réservé qu'aux seuls ecclésiastiques depuis que le concile de Nicée, au IV^e siècle, en a exclu les laïques. Les clercs (évêques et prêtres) se sont placés « en haut » d'une structure devenue pyramidale, les laïques étant « en bas », au point où on en est venu à associer l'Église à la hiérarchie. Il a fallu 17 siècles pour

que l'Église entreprenne un retour aux sources avec le concile Vatican II, convoqué par le pape Jean XXIII, qui a défini l'Église de nouveau comme « peuple de Dieu » (*Lumen Gentium*, n° 19). Ce changement de cap reste malheureusement inachevé à cause de « l'hiver ecclésial » qui lui a succédé, caractérisé par un retour à une conception préconciliaire de l'Église, verticale et autoritaire, et par la nomination

de nombreux évêques coupés du peuple. Proches des élites économiques, ceux-ci tendent à réprimer toute discordance et dissidence, étouffant les consciences et se montrant obsédés par une morale sexuelle étrangère au développement de la psychologie et de la sociologie.

En 2018, en raison de l'ampleur du scandale des abus sexuels dans l'Église chilienne, le pape François appela tous les évêques du Chili à Rome pour qu'ils lui remettent leur démission – à la suite de quoi, il accepta celle de trois d'entre eux. Malgré cela, de retour au pays, la plupart des autres ont continué d'exercer leur charge comme avant, ne comprenant toujours pas que l'Église est « peuple de Dieu » et au service de l'humanité.

Le pape François a réitéré à plusieurs reprises que le cléricisme est « une perversion de l'Église » et que, pour cette raison, une « profonde rénovation spirituelle » est urgente. C'est ce qu'a voulu dire à sa manière le Synode laïque, en mettant l'accent sur un retour aux sources. Car revenir à l'Évangile, c'est passer d'une Église puissante et distante à une Église pauvre, accueillante, proche des gens; d'une Église moraliste à une Église qui annonce, en paroles et en actes, la bonne nouvelle de Jésus; d'une Église tournée sur elle-même à une Église préoccupée par la souffrance, luttant contre les rapports de violence et de pouvoir; d'une Église qui discrimine ceux et celles qui ne pensent pas comme elle à une Église respectueuse et en dialogue avec les autres. Une Église, finalement, en phase avec le coup de barre entrepris lors de Vatican II. ☺

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

CONFÉRENCES

Le Centre justice et foi en vidéo

Le site Web du Centre justice et foi propose une soixantaine de vidéos de conférences qui ont été organisées par le Centre, principalement à Montréal. Faciles à partager sur les médias sociaux, ces vidéos permettent à un plus grand nombre de personnes de bénéficier du regard de divers conférenciers, sur différents sujets. Une multitude de thèmes sont abordés – extractivisme, développement régional, féminisme, transhumanisme, santé, pluralisme, etc. –, certains en lien direct avec des dossiers de *Relations*. Consulter : <cjf.qc.ca/multimedias>.

Printemps des revues

Le Printemps des revues, organisé par la Société de développement des périodiques culturels (SODEP) – qui célèbre cette année ses 40 ans –, a proposé ses activités aux quatre coins du Québec pour une 9^e année consécutive, du 20 mars au 7 avril dernier. Une centaine de bibliothèques publiques et collégiales ont mis en valeur les revues culturelles québécoises, et la SODEP elle-même a tenu des portes ouvertes et organisé un concours. Les revues ont aussi proposé des textes considérés comme marquants dans leur parcours depuis 1971, qui sont à découvrir en ligne sur le site Web <sodep.qc.ca/textes-memorables>. La sélection vaut le détour. On peut entre autres y lire des contributions publiées dans *Relations*, signées Jean Pichette et Bernard Émond.

Une trousse de solidarité

Si elles rencontrent encore souvent de fortes résistances, les luttes des peuples autochtones suscitent également de plus en plus de sympathie et d'enthousiasme chez les non-Autochtones au Québec et au Canada. Cela en conduit plusieurs à vouloir afficher leur solidarité avec ces luttes, sans toujours bien connaître leur pluralité ni leur complexité, ni la réalité des différents peuples qui les mènent. Le Réseau autochtone de Montréal a donc développé une *Trousse d'outils pour les alliés aux luttes autochtones*, qui vise à informer et à sensibiliser les personnes au rôle qu'elles peuvent jouer pour soutenir activement les luttes collectives des premiers peuples. La trousse est disponible en ligne ou peut être commandée en version papier sur le site du Réseau à l'adresse suivante : <reseauumtlnetwork.com>.